

Enquête d'actualité sur le projet de réforme de la politique familiale

Sondage Ifop pour La Confédération Nationale des
Associations Familiales Catholiques

Contacts Ifop :

Jérôme Fourquet – Directeur du Département

Adeline Merceron – Directrice d'Etudes

Guillaume Marchal – Chargé d'Etudes

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

01 45 84 14 44

Prenom.nom@ifop.com



LES
ASSOCIATIONS
FAMILIALES
CATHOLIQUES

1 | La méthodologie

Etude réalisée par l'Ifop pour la Confédération Nationale des Associations Familiales Catholiques

Echantillon



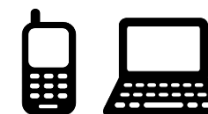
Echantillon de **1004** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Méthodologie



La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

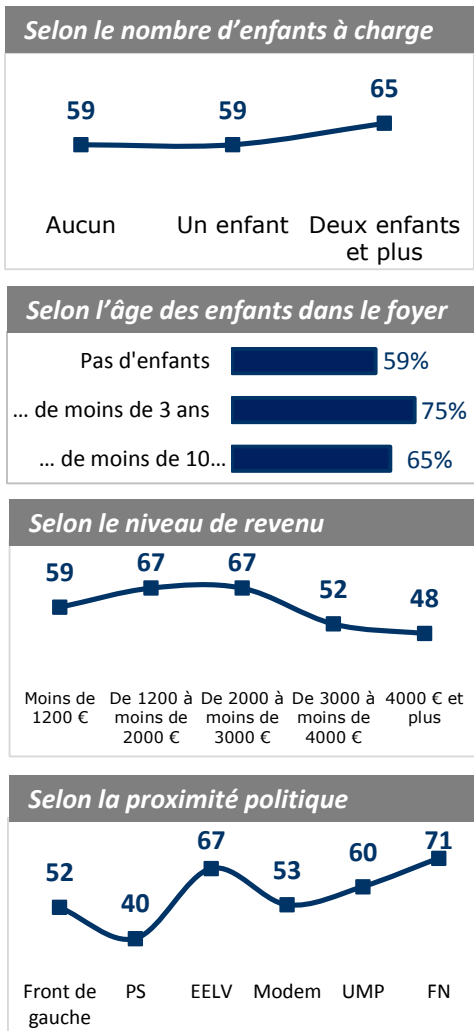
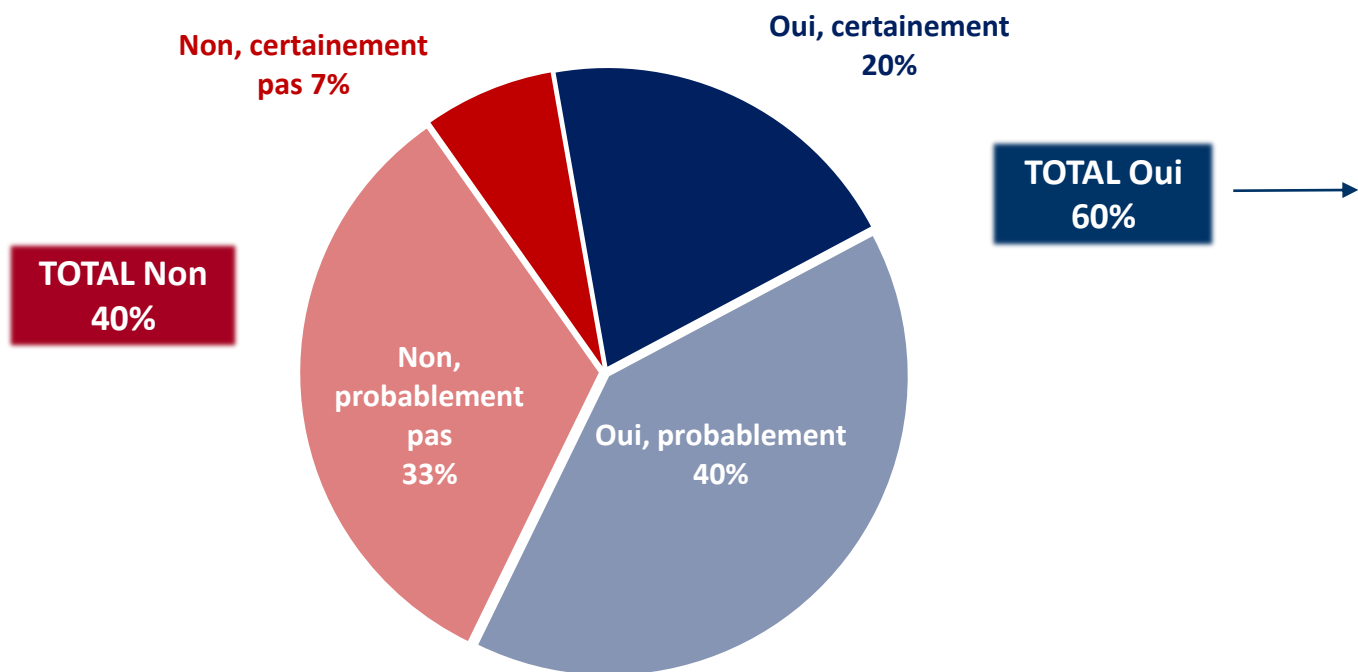
Mode de recueil



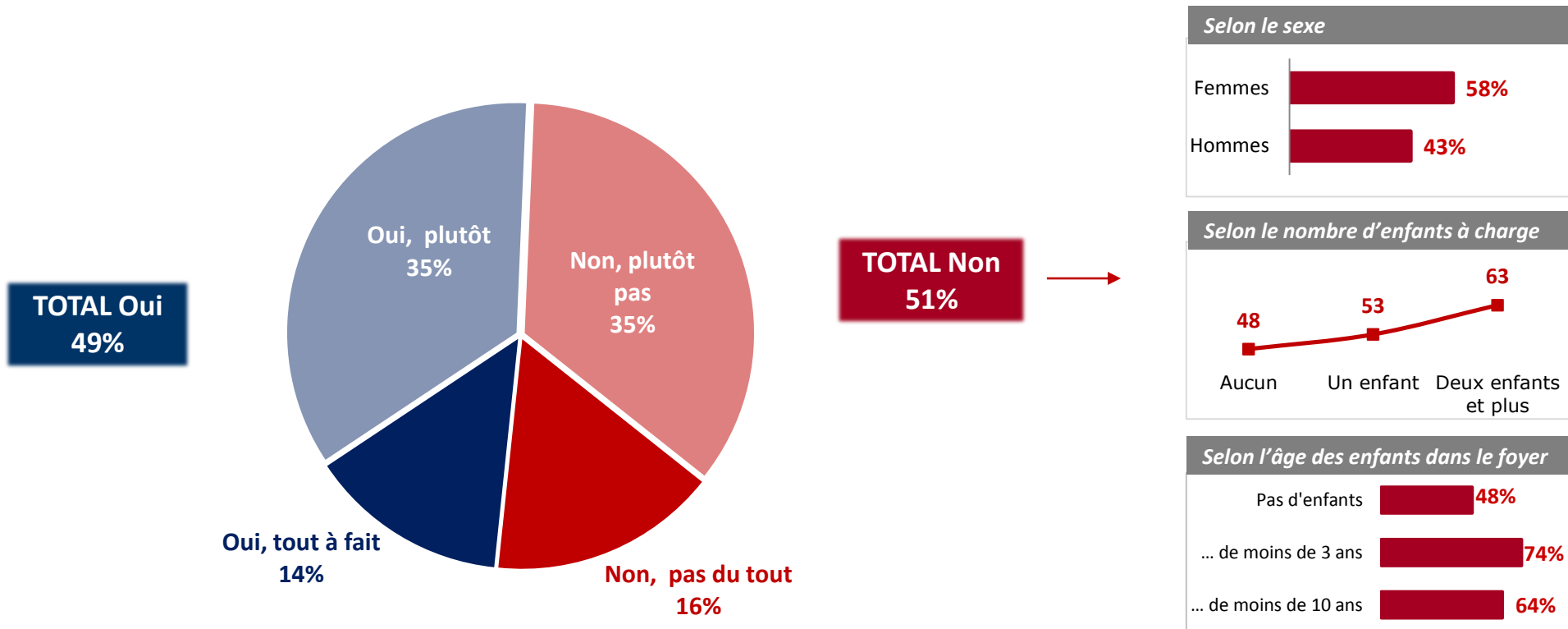
Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI - Computer Assisted Web Interviewing) du 1^{er} au 3 octobre 2014

2 | Les résultats de l'étude

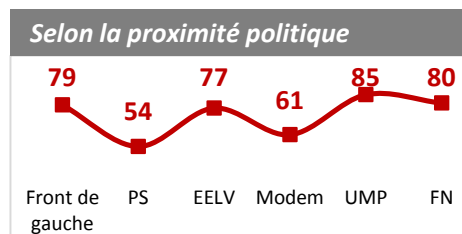
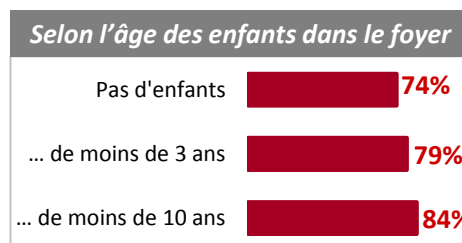
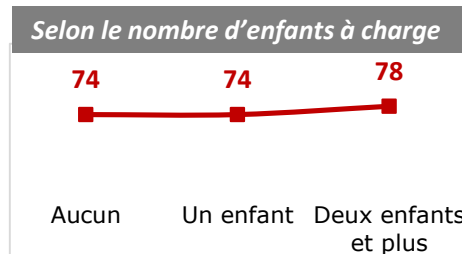
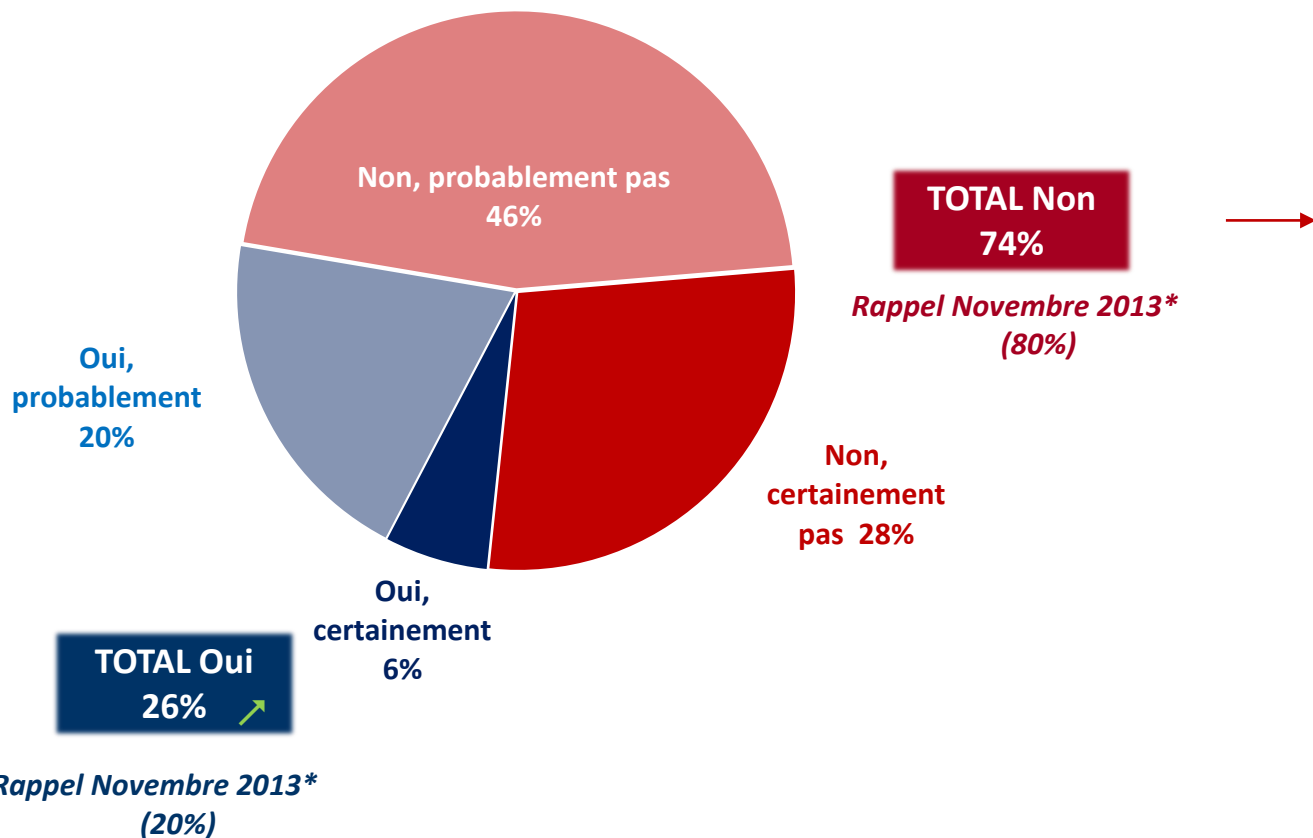
Question : Vous savez que le Gouvernement vient d'annoncer des mesures d'économie concernant la politique familiale (division par trois de la prime de naissance à partir du second enfant, diminution de la durée du congé parental pour les mères de familles...). Selon vous, est-ce que ces mesures vont être de nature à conduire de futures parents à différer une nouvelle naissance ?



Question : Et diriez-vous que ces mesures envisagées par le Gouvernement permettent encore un libre choix des familles en ce qui concerne l'organisation de leur vie familiale et professionnelle lors de l'arrivée d'un nouvel enfant ?

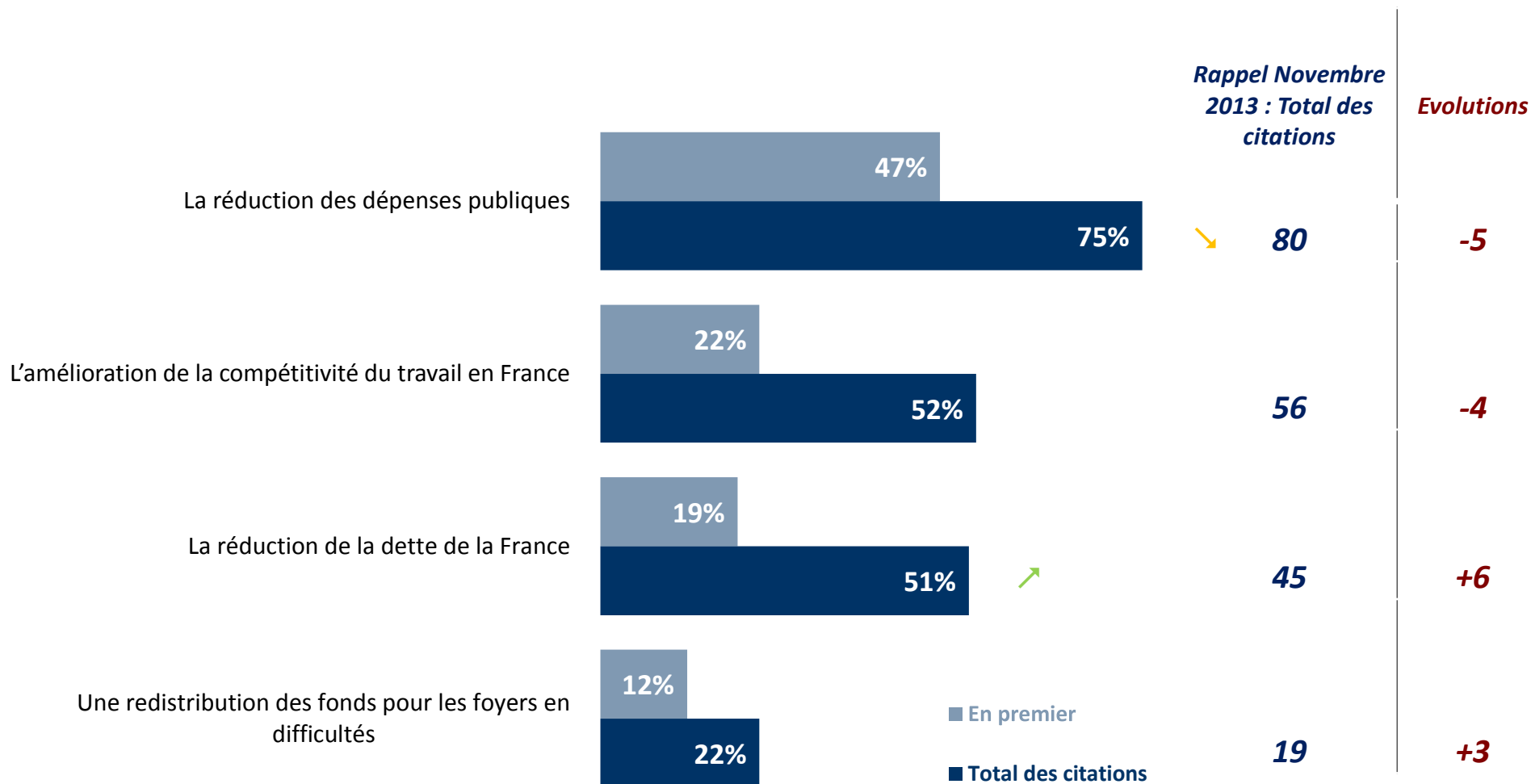


Question : Selon vous, l'instauration de ces mesures va-t-elle permettre de participer au redressement de la situation économique de la France ?



* Enquête Ifop réalisée pour la CNAFC auprès d'un échantillon national représentatif de la population âgée de 18 ans et plus, de 1001 personnes interrogées par Internet du 20 au 22 novembre 2013.

Question : Quelle devrait être la première contrepartie des efforts que l'on demande aux familles, et aux Français dans leur ensemble ? Et ensuite ?

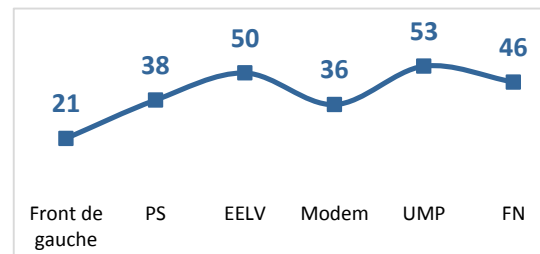


Récapitulatif : En premier

ENSEMBLE

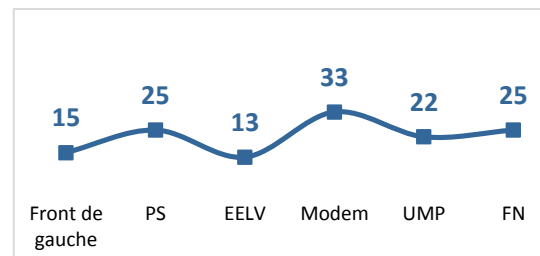
La réduction des dépenses publiques

47%



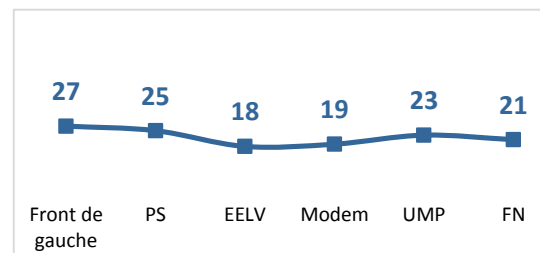
L'amélioration de la compétitivité du travail en France

22%



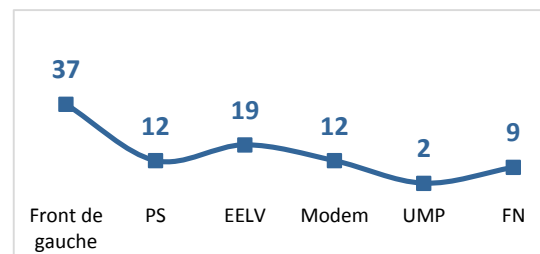
Une redistribution des fonds pour les foyers en difficultés

19%

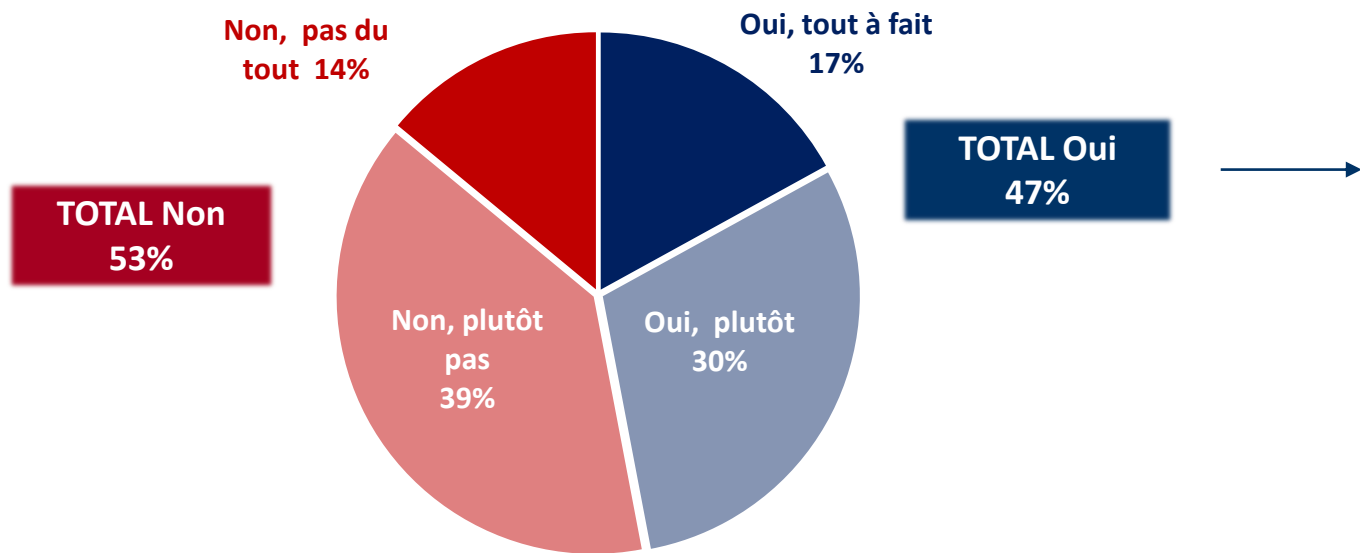


La réduction de la dette de la France

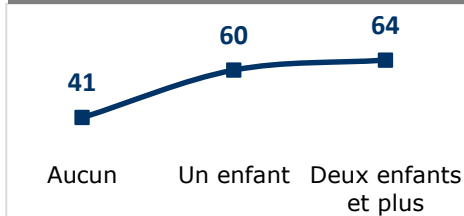
12%



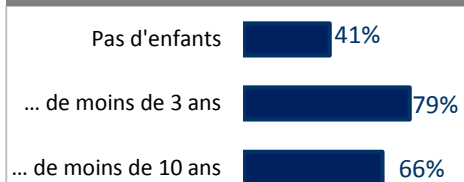
Question : Et avez-vous le sentiment qu'en matière de réduction des dépenses publiques, l'État demande un effort plus marqué aux familles avec enfant(s) qu'au reste de la population ?



Selon le nombre d'enfants à charge



Selon l'âge des enfants dans le foyer



Selon la proximité politique

